

## Le Grand Lyon

**Type :** Communauté Urbaine

**Caractéristiques :** 1,3 M habitants, gestion de l'assainissement en régie, gestion de l'eau potable en affermage (Veolia 85% et SDEI 15%)

### Principaux éléments chiffrés

**Potentiel loi Oudin<sup>1</sup> :** 1 570 000 € / an

**Dispositifs d'intervention et montants alloués aux projets eau et assainissement :**

	2007	2008	2009
Fonds de Solidarité et de Développement Durable pour l'Eau	300 000 €	300 000 €	300 000 €
Coopération décentralisée dont valorisation ressources humaines	300 000 €	300 000 €	300 000 €

**Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009):** 600 000 € (loi Oudin à 0,4%)

### Orientations générales :

Une délibération de 2005 définit la politique d'intervention de la communauté en matière de solidarité eau et assainissement, et les modalités d'application de la loi Oudin, fixant le taux à 0,4% des recettes d'exploitation.

La délibération définit deux types d'intervention :

- Des actions de coopération décentralisée, portant sur le renforcement des capacités des maîtres d'ouvrage locaux des services d'eau et d'assainissement, et dans un nombre limité (3 partenariats maximum)
- Le soutien financier à des actions de solidarité internationale mises en œuvre par des associations, portant essentiellement sur la réalisation d'équipements d'accès à l'eau et à l'assainissement

### Modalités d'intervention :

Le portage politique des actions de coopération décentralisée menées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement est assuré par le vice-président en charge de la politique de l'eau en lien avec le vice-président en charge des relations internationales.

Le suivi et le pilotage des actions est assuré par la direction de l'eau, dont un ingénieur chargé de mission est affecté au suivi des actions de coopération décentralisée et du fonds de soutien.

Les actions de coopération décentralisée sont orientées vers le renforcement des capacités des partenaires, et mobilisent fortement les expertises et savoir-faire internes. L'implication de la direction de l'eau aux actions de coopération décentralisée est inscrite dans la politique de l'eau du Grand Lyon.

Les projets sont pilotés directement par le Grand Lyon et ses partenaires de coopération décentralisée, sans intermédiaire.

<sup>1</sup> Application du 1% sur la base des recettes d'exploitation perçues de l'utilisateur (communauté et délégataires), soit pour l'eau potable 103 M€, et pour l'assainissement 54 M€

Le fonds de soutien aux associations est animé conjointement avec l'un des délégataires du Grand Lyon pour le service d'eau potable, Veolia. Outre l'appui financier aux associations, le « Fonds eau » du Grand Lyon propose un appui-conseil en partenariat avec le programme-Solidarité Eau à la formulation de projets et veille à ce que les projets associatifs prennent en compte certains critères tels que le rôle des communes dans le projet et la gestion du service post-investissement.

#### Type d'intervention :

**Type 2a** > Pilotage et suivi des actions de coopération assurés par les services de la collectivité, et mobilisant l'expertise de la collectivité ou du territoire

**Type 1b** > Soutien financier à des projets du secteur Eau et Assainissement

#### Détail des actions de coopération :

##### → Action au Liban :

Depuis 1999, le Grand Lyon est engagé dans un partenariat dans le secteur de l'eau au Liban. Après une coopération avec Beyrouth-Mont-Liban, le Grand Lyon est aujourd'hui partenaire de l'Etablissement des Eaux du Liban Nord avec pour principaux objectifs :

- moderniser et renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage du secteur public de l'eau
- promouvoir la gestion intégrée du cycle de l'eau
- favoriser les démarches de communication et de concertation (usagers, acteurs locaux, autres administrations).

Moyens mis en œuvre : 1 volontaire de solidarité internationale chargé de l'animation du partenariat au Liban, échange d'expertise (3 à 6 missions / an au Liban, 1 accueil / an à Lyon).

Partenaires techniques mobilisés : la coopération est menée en complémentarité avec l'action de la Région Rhône-Alpes et de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse.

**Montant total du programme** : 3.000.000 € entre 1999 et 2009

**Contribution du Grand Lyon** : environ 150 000 € par an.

**Autres bailleurs** : MAEE, Union Européenne (INCOMED), Région Rhône-Alpes.

##### → Action à Madagascar :

Depuis 2006, le Grand Lyon est en partenariat avec la Région Haute-Matsiatra dans un programme pluriannuel visant :

- l'appui à la gestion intégrée de la ressource en eau dans la Région Haute-Matsiatra ;
- le développement de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communes de la Région Haute-Matsiatra ;
- le renforcement des capacités des acteurs (maîtres d'ouvrage communaux, autorités locales, futurs professionnels, etc.) ;
- l'appui aux dynamiques de développement de territoire par une mutualisation des moyens des acteurs ;
- la mobilisation et sensibilisation de la population sur la ressource en eau et le service public.

Moyens mis en œuvre : 1 volontaire de solidarité internationale chargé de l'animation du partenariat à Madagascar, échange d'expertise (3 à 6 missions / an à Madagascar, 1 accueil / an à Lyon).

Une évaluation de la coopération est en cours de réalisation en 2010.

Partenaires techniques mobilisés : BURGEAP, bureaux d'études malgaches, services techniques de l'Etat malgache

**Montant total du programme** : 1 200 000 € (2006-2010)

**Contribution du Grand Lyon** : environ 150 000 € par an.

**Autres bailleurs** : Union Européenne (Facilité Eau : 900 000 €)

## Le Fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau

La Communauté Urbaine de Lyon et son principal délégataire pour l'eau potable, Veolia Eau, ont décidé d'un avenant au contrat d'affermage pour « mener une action conjointe dans le domaine de la solidarité internationale pour l'eau dans le cadre d'un comité de pilotage paritaire présidé par la Communauté Urbaine.

Chaque partenaire contribue à hauteur annuelle de :

- Grand Lyon : 300 000 € en application de la loi Oudin
- Veolia Lyon : 300 000 € dans le cadre de sa politique de mécénat

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse participe aux comités de sélection des projets et peut cofinancer les projets relevant de sa zone d'intervention.

Un règlement intérieur définit les critères de sélection des projets financés ainsi que le mode de fonctionnement du Fonds.

**Qui ?** Appel à projets permanent ouvert aux ONGs du Nord et du Sud, ainsi qu'aux collectivités locales du Sud sous certaines conditions.

**Où ?** Afrique francophone, Maghreb et Proche-Orient, Asie du Sud-Est

**Pour quoi ?** Le Grand Lyon finance les projets de réalisation d'équipements, en privilégiant les actions qui favorisent le renforcement de la maîtrise d'ouvrage locale, et qui ont une réflexion sur la gestion post-investissement pour assurer la pérennité des ouvrages.

**Combien ?** Le fonds finance environ 15 projets par an avec une enveloppe de 600 000 €

## Perspectives d'évolution

Intégration du 2<sup>ème</sup> fermier (SDEI) au dispositif Fonds Eau validée

Augmentation du pourcentage d'application de la loi Oudin

Prévisionnel 2011 :

Pour le Fonds Eau : 350 000 € Grand Lyon + 350 000 € fermiers + 350 000 € AERM&C

## Liens existants avec l'AFD

Le Grand Lyon entretient des liens avec les délégations de l'AFD au Liban et à Madagascar, et est en discussion sur une action commune au Liban dans le cadre de la gestion du service d'eau potable de la ville de Tripoli.

### A retenir

Mobilisation des délégataires

Partenariat spécifique avec l'Agence de l'Eau RM&C

Coopération sectorielle pilotée par un service technique, mobilisant fortement les compétences et ressources humaines de la collectivité